

Une déontologie manipulée ?

Pascal Durand, professeur à la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège, vient de publier un ouvrage intitulé « La censure invisible » (Actes Sud). Il y démonte les ressorts d'une censure qui, selon lui, « opère à l'insu de ceux qui l'exercent autant que de ceux qui la subissent ». Ces ciseaux diffus mais efficaces constitueraient un frein quotidien à la mise en œuvre de la déontologie journalistique. Pascal Durand pointe du doigt, dans son essai, le fait que les opérations de sélection et de construction de l'information sont conditionnées par tout un système de contraintes intériorisées. Interview.

De quelles contraintes s'agit-il et comment en limiter l'effet ?

« Ces contraintes articulent parmi d'autres un ensemble de réflexes du métier, de catégories spontanées de perception, d'effets liés à la rapidité du traitement, etc. Ces contraintes, qui sont avivées par les pressions économiques s'exerçant sur le champ journalistique, exigent non tant l'application d'une déontologie que l'exercice d'une réflexivité critique. Une réflexivité sociale plus que morale et portant sur les mécanismes collectifs de fabrication de l'information plus que sur des dérives ou manquements individuels.

La 'censure invisible' dont je parle surexpose certaines informations ou certains modes de traitement de l'information aux dépens d'autres. L'individualisation du débat politique (jusque dans l'emploi de diminutifs pour désigner les gens de pouvoir : Sarko, Ségolène, Van Cau), le recyclage spontané d'idées reçues et de lieux communs, la surexposition de certaines problématiques ou de certains acteurs ou encore de tels livres ou de tels auteurs, participent d'une telle censure. »

Verriez-vous un effet de censure de ce type dans la fausse émission spéciale de la RTBF ?

« Comme tant d'événements et de phéno-

mènes sociaux, cette fausse émission comporte deux faces, l'une positive et bénigne, l'autre négative et trouble. Cette émission était fort bien faite d'ailleurs, elle ne manquait ni d'humour ni d'esprit de parodie, ces traits ayant eu pour fonction, peu efficace, de souligner le caractère fictionnel, canularique du programme. Elle a eu le mérite de soulever un double débat : sur le devenir de la Belgique, sans doute, mais aussi sur les modes de fabrication et de réception de l'information. La crédulité des spectateurs, si l'on en croit les sondages, a montré à cet égard que la perspective de la dissolution du pays n'a rien de fantaisiste et qu'en règle générale le public a largement tendance à ajouter foi à ce que les médias en général et le journal télévisé en particulier lui donnent à voir. C'est donc à un bel exercice que se sont livrés, le sachant ou non, les responsables de l'information à la RTBF : de déconstruction en acte du pacte implicite de vérité que tout journaliste conclut avec son destinataire autant que des sous-bassements de croyance sur lesquels est fondé le discours de l'information. »

Quel serait son côté négatif et censurant à vos yeux ?

« Pour dire les choses très vite, cette émission d'infoduction, sur les antennes du service pu-

blic, porte indirectement la marque de l'effet de champ exercé par les télévisions commerciales et, plus largement, par les contraintes économiques pesant sur l'ensemble du champ télévisuel. Ce genre d'émission, faisant confusion entre le réel et l'imaginaire à l'enseigne de l'information, est né dans le giron de la télévision la plus aguicheuse (chez nous de RTL à TF1) et contribue, avec tant d'autres phénomènes, à cette régression de la raison qu'un Adorno et un Horkheimer avaient dénoncée dès 1947. C'est un bel exemple aussi de ce que j'appelle 'censure invisible' que les stéréotypes relayés à l'occasion : d'un côté des Flamands décidés, organisés, sûrs de leur droit et de leur destin ; de l'autre, des Wallons désorganisés, atterrés, ou des rattachistes de carnaval levant le coude en chantant 'Nous sommes fiers d'être Wallons'. Soit la marque, une fois de plus, de cette condescendance que les médias de Bruxelles sont portés, sans s'en rendre compte fort probablement (seuls les stigmatisés, et encore, se rendent compte de la stigmatisation dont ils font l'objet), à adopter à l'égard des populations situées au sud du ring. Tout un inconscient s'est trouvé là mis à l'oeuvre en même temps que dévoilé.

'Censure invisible' aussi que la propagande déclarée d'une telle émission en faveur d'une Belgique unitaire et monarchiste. Engagement qui n'a rien d'indigne, bien sûr, et qui rencontre sans doute l'opinion d'une majorité de nos 'concitoyens' (comme le dit Elio di Rupo), mais qui n'en constitue pas moins une opinion parmi d'autres tout aussi respectables. »

Propos recueillis via courriel par
Arnaud GREGOIRE

La déontologie, c'est (un combat de) tous les jours

Le 13 décembre 2006. La Flandre déclare son indépendance sur la Une de la RTBF. Il n'est pas correct de dire, comme certains l'ont fait, que l'AJP a pris en grippe la chaîne publique, et de Philippe Dutilleul en particulier. Tout comme il serait inexact d'affirmer que la RTBF n'a pas commis d'impair.

La vérité est ailleurs et elle n'est pas facile à cerner. Il y a eu débat au sein du Comité de direction de l'AJP. Débat animé même. Et il se poursuit. Pourquoi ? Parce que si la RTBF a omis de signaler plus tôt que son « actu-fiction » en était une et rien d'autre, c'était une erreur. Il fallait le souligner. Mais avec quelle vigueur ? Je n'ai pas peur de l'écrire, cette erreur n'en est qu'une parmi d'autres qui se commettent tous les jours dans tous les médias et elle n'est peut-être pas la plus lourde du lot.

Le respect de la déontologie est un combat de tous les jours. Pour chacun d'entre nous, journalistes professionnels. Et pour l'AJP, qui est certes notre association professionnelle, mais pas le chien de garde du secteur, bien que la déontologie fasse partie de ses attributions statutaires.

Le jour, que nous espérons proche, où la profession aura son Con-

seil de déontologie, ce sera pour dénoncer toutes les entorses aux règles de bonne pratique de notre métier. Des entorses que l'on constate tout au long de l'année chez ceux qui se parent abusivement du titre de journaliste, chez certains rédacteurs en chef qui agissent pratiquement en « marketing managers », chez les nouveaux moines copistes qui reprennent des communiqués texto sans craindre de les signer.

Sans oublier les acrobaties de mise en page qui visent à créer la confusion entre information et publicité, le lynchage médiatique, l'amalgame et les grotesques justifications *a posteriori* auxquelles ces pratiques donnent lieu sous l'œil goguenard d'un grand public qui finit par ne plus croire à rien ou par croire à tout – ce qui est presque pareil –, la publication d'informations qui ne sont que des ballons d'essai, les manipulations auxquelles se livrent ceux qui prêchent le faux pour savoir le vrai, le chantage à la publication. Bref, le comportement de tous ceux qui ne font pas leur métier de journaliste de manière honnête, précise et complète. Le futur Conseil de déontologie ne se tournera pas les pouces !

Jean BLAVIER

